

M. MACKENZIE.—Cela ne signifie rien.

Sir CHARLES TUPPER. — Quoi, rien ! après avoir fait de cette question du libre-échange le champ de bataille sur lequel les deux partis se sont rencontrés, et après que l'une des plus importantes circonscriptions électorales du royaume a changé d'avis et s'est prononcée, sans équivoque, en faveur de la protection ! Je l'ai dit, et je le répète, M. l'Orateur, si je suis prêt à admettre que le libre-échange est ce qu'il faut pour l'empire anglais, pour la Grande Bretagne, je dois déclarer formellement que le Canada, dans sa situation particulière, ne saurait adopter une autre politique que celle qui lui est appliquée. Que l'on étudie M. l'Orateur, la position du Canada, avec sa faible population de quatre ou cinq millions, et sa situation géographique, aux côtés d'une nation de cinquante millions, et il n'y a personne qui ne finira par se convaincre que la politique fiscale du Canada doit être sérieusement influencée par celle de nos voisins. Je crois qu'il serait sage de suivre l'opinion de Carlyle, d'étudier l'histoire, qui est la philosophie enseignée par l'expérience, et, partant de cet axiome remarquable, de nous demander ce que quatorze ans d'expérience sous ce rapport nous ont appris, à quelles conclusions nous en sommes arrivés après les essais faits par les deux partis politiques de ce pays depuis une quinzaine d'années. Il est bien connu, M. l'Orateur, que le parti qui jouit maintenant de la confiance populaire, a toujours prêché la nécessité de protéger nos industries.

UN DÉPUTÉ.—Oh !!

Sir CHARLES TUPPER.—Un honorable député de la gauche révoque en doute mon assertion, mais je crois pouvoir lui démontrer que le tarif si peu élevé de 1867, mis en force par le parti qui est aujourd'hui au pouvoir, était un tarif protecteur répondant parfaitement aux besoins du jour, On dira que le tarif a été abaissé